

Abo **Accueil et institutions parascolaires**

Il manquera 10'000 places de crèche dans le canton en 2025

La Fondation pour l'accueil de jour des enfants (FAJE) veut pousser les communes à ouvrir des garderies, tout en sachant que les objectifs ne seront pas atteints.



Marie Maurisse

Publié: 05.12.2023, 15h57



La Fondation pour l'accueil de jour des enfants (FAJE) souhaite que les communes créent au moins 1110 places par an dans des garderies. Mais ce

chiffre ne suffira pas à combler les besoins.

Odile Meylan

Difficile de trouver un sujet aussi brûlant que celui du nombre de crèches. C'est dire si la conférence de presse de la Fondation pour l'accueil de jour des enfants (FAJE), qui présentait ce lundi ses objectifs pour les années 2025-2030, était très attendue. Selon une étude quantitative dont elle présentait les résultats, il faudra 41'600 places d'accueil en 2025 pour que les besoins des familles vaudoises soient couverts. Aujourd'hui, ce chiffre est de 29'700.

«La FAJE va fixer des objectifs aux communes.»

Sylvie Lacoste, directrice de la
Fondation pour l'accueil de jour
des enfants (FAJE)

Les communes ont-elles prévu de créer plus de 10'000 places d'accueil en moins de deux ans? Non, car ce serait impossible, répond la directrice, Sylvie Lacoste. «Pour la première fois, la FAJE va cependant fixer des objectifs aux communes, et non plus seulement des recommandations», précise-t-elle. Au total, il leur faudra ouvrir un minimum de 1110 places par an. Or ce chiffre correspond déjà aux nouvelles ouvertures annuelles, en moyenne.



Pour Andreas Sutter, président du conseil de fondation de la FAJE, et par ailleurs syndic de Tolochenaz, les communes font face à de nombreux obstacles pour parvenir à construire des crèches.

Anne-Laure Lechat

Aucun effort supplémentaire ne sera vraisemblablement fait d'ici à 2030. Mais Andreas Sutter, président du conseil de fondation de la FAJE et syndic de Tolochenaz, relativise: «Pour les communes, les obstacles sont nombreux: il faut trouver un terrain, ou aménager un bâtiment, avec un budget limité. Sans parler des difficultés à recruter du personnel!»

Pourtant, certains réseaux ont su travailler efficacement ces dernières années. Celui de Nyon, par exemple, atteint un taux de couverture de 52%, qui correspond à ses besoins; ça veut dire que, dans cette ville, un enfant sur deux a une place en garderie, et que les autres ont d'autres solutions. À l'opposé, la situation est critique dans la Broye, où le réseau ARAJ a un minuscule taux de couverture de 14%, alors qu'il lui en faudrait le double; tout comme l'AJERCO, dans la région de Cossonay. Ce qui crée des inégalités importantes entre les Vaudois selon leur lieu de domicile.

«L'incitation, plus que la sanction, est un vecteur de croissance.»

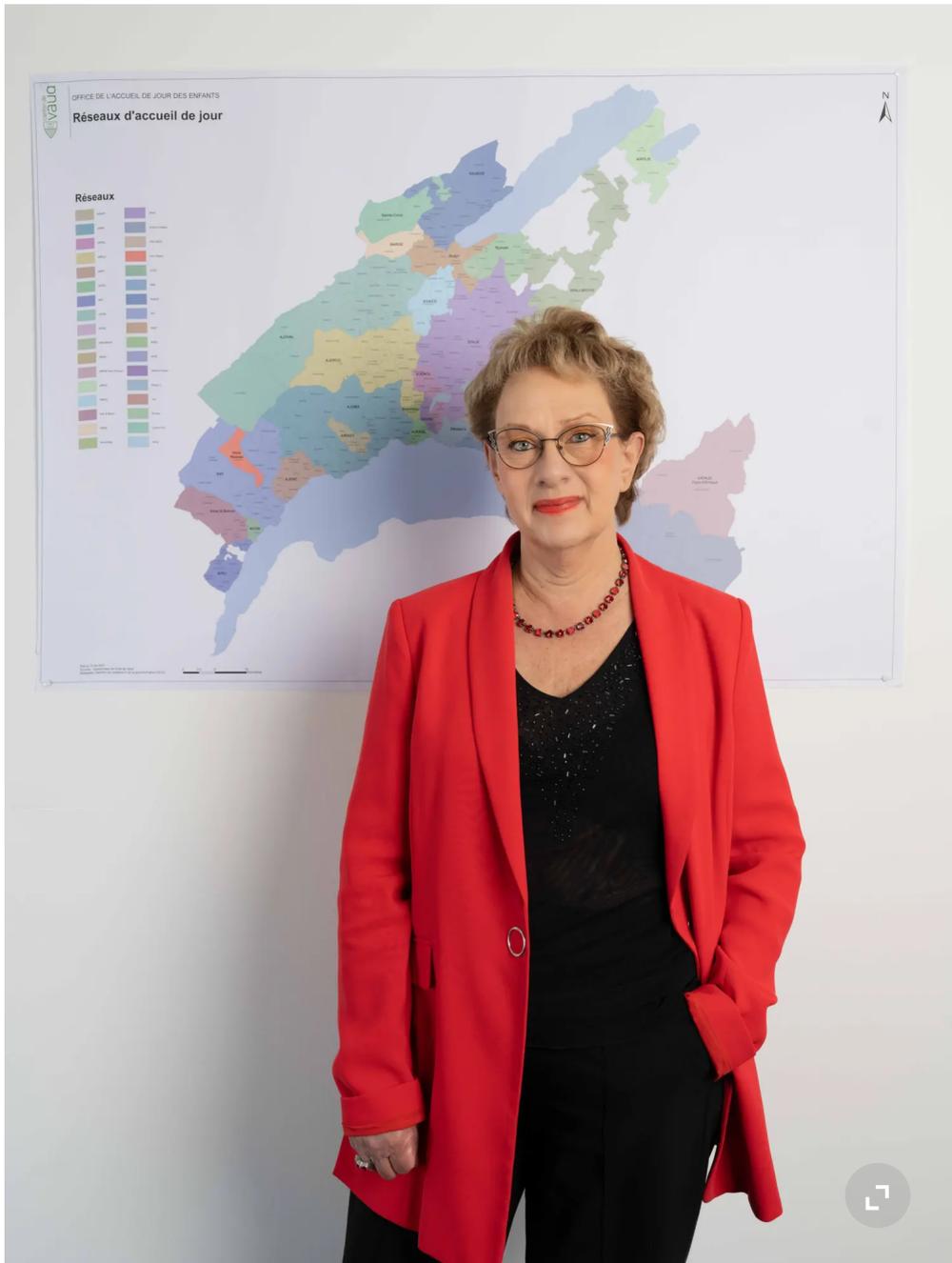
Sylvie Lacoste, directrice de la
FAJE

À la décharge des Municipalités, la tâche n'est pas simple dans un canton à la démographie explosive. Et où désormais dans 83% des ménages les deux parents travaillent. Mais, alors que les besoins ne cessent de croître, la FAJE ne peut pas forcer les réseaux à accélérer la cadence: elle ne finance que 22% de l'accueil de jour, contre 33% pour les communes, et 42% pour les parents. Dans ces conditions, difficile de se poser en donneur de leçons... «L'incitation, plus que la sanction, est un vecteur de croissance», veut croire Sylvie Lacoste.

Besoin de flexibilité

Le budget total de l'accueil de jour se monte à 628 millions de francs. En toute logique, la contribution cantonale est de plus en plus haute, comme l'a validé récemment le Conseil d'État ⁷: celui-ci finance 25% de la masse salariale des garderies et, comme il y en a toujours davantage, la facture augmente. Les

entreprises, elles, sont celles qui mettent le moins la main à la poche, avec une enveloppe de 55 millions par an environ.



Sylvie Lacoste, directrice de la FAJE, veut revaloriser l'accueil familial de jour. Une campagne de communication sera lancée sur le sujet au printemps prochain.

Anne-Laure Lechat

Faute de pouvoir agir sur le plan quantitatif, la FAJE a également mandaté une étude qualitative dont elle dévoilait les résultats. Sans surprise, les parents interrogés réclament plus de flexibilité dans les horaires et que les institutions puissent

prendre en charge des enfants à besoins particuliers. Et aussi des solutions en cas de maladie.

«Sur le sujet, nous avons lancé une étude avec Statistique Vaud, qui sera rendue dans un an», dit Sylvie Lacoste. Le système de la Croix-Rouge vaudoise, que la FAJE finance, n'est pas optimal, car les parents hésitent à engager quelqu'un qu'ils ne connaissent pas pour garder leur enfant.

Mamans de jour

Si les communes ne créent pas suffisamment de places d'accueil d'ici à 2030, comment soulager les parents, qui peinent à concilier leur vie professionnelle avec leur vie privée? La FAJE veut d'abord revaloriser l'accueil familial, qui reste boudé. «Nous lancerons au printemps prochain une campagne de communication, qui servira aussi à donner une image attrayante de ce métier, dit Sylvie Lacoste. Car le nombre d'accueillantes est en constante diminution.»

«La FAJE ne fait pas de politique.»

Sylvie Lacoste, directrice de la
FAJE

Pour la directrice de la FAJE, l'autre solution, pour désengorger le système, serait que le canton vote un vrai congé parental, d'une année par exemple. Ainsi les bébés resteraient en famille et les besoins de places en crèche seraient moins pressants. Mais elle ajoute: «La FAJE ne fait pas de politique.»

Marie Maurisse est journaliste société à la rubrique Vaudoise. Active depuis près de 15 ans dans le domaine et spécialisée dans l'enquête, elle a

cofondé le média spécialisé Gotham City, réalisé plusieurs documentaires et écrit deux livres. [Plus d'infos](#)

 [@mariemaurisse](#)

Vous avez trouvé une erreur? [Merci de nous la signaler.](#)

28 commentaires